

L'an deux mille vingt et un, le dix-huit du mois de février à 18h30, le Conseil Municipal de SELLES-SUR-CHER dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la salle des fêtes, sous la présidence de Madame Stella COCHETON, Maire.

Nombre de conseillers
En exercice : 27
Présents : 24
Procuration : 3
Suffrage exprimé : 27

Convocation du 14 janvier 2021

Présents : Mesdames Marie-Laure BERTHIER, Muriel BOISSONNET, Magali BRIEUX, Stella COCHETON, Suzanne DECHAMPS, Amandine DENIAU, Marie-José FERREIRA, Marie-Madeleine GAUGRY, Michelle GAUTHIER, Michelle MILLAN, Valérie PACAUD, Muriel PASQUER et Corine SERIEYS. Messieurs Grégoire BERT, Bruno BERNARD, Eric BOURNY, Michel CEPERO, Guillaume CLERC, Guy DOUSSAUD, Bruno GIRARD, Pascal MASSON, Georges MOUSSIER, Vincent SOMMIER et Claude TESSIER

Absents et ayant donné pouvoir : Madame Angélique DUBÉ (pouvoir à Mme PACAUD), Messieurs Stéphane GARREAU (pouvoir à Mme COCHETON) et Nicolas MARTINS (pouvoir à M. BERT).

Madame Magali BRIEUX est désignée secrétaire de séance.

Madame le Maire fait l'appel, le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

☐ Lecture de l'ordre du jour :

BUDGETS

- Vote du Compte de Gestion 2020
- Vote du Compte Administratif 2020
- Affectation des résultats 2020
- Vote des budgets 2021 (budget principal et budgets annexes)

ADMINISTRATION GENERALE

- Modification du Règlement Intérieur du Conseil Municipal

URBANISME

- Commercialisation des lots à bâtir pour le lotissement « Les côteaux de la Sauldre »
- Désignation des représentants au Comité de Pilotage en charge de l'examen du rapport de la commission d'enquête relative au PLUI

MARCHES PUBLICS

- Aménagement des abords du collège des Pressigny – Lancement de l'opération
- Aménagement de l'Avenue T.P.G. Albert et du bassin du Canal de Berry – Lancement de l'opération
- Appel à projets – DSIL et rénovation énergétique des bâtiments publics des collectivités – Dépôt d'un dossier – Isolation du plafond de la salle de Judo
- Aménagement du lotissement des Côteaux de la Sauldre – Lancement de l'opération
- Sécurisation – Demande de subvention au titre du FIPD 2021

FINANCES

- Bilan des transactions immobilières – Année 2020
- Tarif 2021 – Concessions cimetièrre (modification de la délibération 2020/D/12/7-10/175 bis)
- Vente de matériel – Tracteur et tondeuse

☐ Retrait de l'ordre du jour :

abstention : pour : contre : unanimité :

BUDGETS

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 20601 VILLE

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 20604 ADDUCTION EAU POTABLE (AEP)

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 20605 ASSAINISSEMENT

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 20602 CINEMA

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 20600 PORTAGE DE REPAS

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DU PERCEPTEUR - EXERCICE 2020 – BUDGET 33000 LOTISSEMENT DES COTEAUX DE LA SAULDRE

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2020 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations sont régulières.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er Janvier 2020 au 31 Décembre 2020 y compris celles relatives à la journée complémentaire, statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes, statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation et ni réserve de sa part.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET GENERAL 20601 VILLE

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 4 333 293.73 €
Recettes de fonctionnement : 4 796 577.18 €

Dépenses d'investissement : 1 774 193.05 €
Recettes d'investissement : 2 412 521.62 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 20601,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET 20604 ADDUCTION D'EAU POTABLE (AEP)

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 62 924.75 €
Recettes de fonctionnement : 132 691.41 €

Dépenses d'investissement : 325 321.57 €
Recettes d'investissement : 185 645.53 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 20604,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET 20605 ASSAINISSEMENT

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 416 143.96 €

Recettes de fonctionnement : 471 963.29 €

Dépenses d'investissement : 277 600.34 €

Recettes d'investissement : 246 869.67 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 20605,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET 20602 CINEMA

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 89 364.89 €

Recettes de fonctionnement : 98 587.33 €

Dépenses d'investissement : 35 145.42 €

Recettes d'investissement : 31 672.93 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 20602,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET 33000 LOTISSEMENT « LES COTEAUX DE LA SAULDRE »

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 0.00 €
Recettes de fonctionnement : 0.00 €

Dépenses d'investissement : 0.00 €
Recettes d'investissement : 0.00 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 33000,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 DU BUDGET 20600 PORTAGE DE REPAS A DOMICILE

Vu la présentation générale du CA 2020 par Madame Marie-Madeleine GAUGRY, adjointe aux Finances et à l'Economie,

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget administratif de l'exercice 2020 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent. Madame le Maire rappelle les montants financiers du C.A 2020 :

Dépenses de fonctionnement : 134 755.83 €
Recettes de fonctionnement : 136 542.68 €

Dépenses d'investissement : 1 110.70 €
Recettes d'investissement : 1 110.70 €

Madame le Maire quitte la séance et la salle. Monsieur Georges MOUSSIER, doyen de l'assemblée, propose à celle-ci de passer au vote du Compte Administratif 2020.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 23 exprimés : 25 pour : 25 contre : abstention :

- D'approuver le Compte Administratif 2020 du Budget 20600,
- De donner pouvoir à Madame le Maire ou son représentant, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET GÉNÉRAL - BUDGET 20601 VILLE

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 631 135.71 €
- Un déficit cumulé d'investissement : - 98 489.47 €
- Un solde négatif des restes à réaliser : - 17 236.12 €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : 115 725.59 €
- Article 002 : 515 410.12 €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET 20605 ASSAINISSEMENT

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 426 025.08 €
- Un déficit cumulé d'investissement : - 51 418.12 €
- Un solde positif des restes à réaliser : 13 760.00 €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : 37 658.12 €
- Article 002 : 388 366.96 €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET 20602 CINEMA

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 13 185.23 €
- Un déficit cumulé d'investissement : - 9 997.22 €
- Un solde des restes à réaliser : - €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : 9 997.22 €
- Article 002 : 3 188.01 €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET 20604 ADDUCTION EAU POTABLE (AEP)

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 602 929.07 €
- Un déficit cumulé d'investissement : - 12 904.91 €
- Un solde négatif des restes à réaliser : - 392 665.59 €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : 405 570.50 €
- Article 002 : 197 358.57 €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET 20600 PORTAGE DE REPAS

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 3 069.48 €
- Un excédent cumulé d'investissement : 417.00 €
- Un solde des restes à réaliser : 0.00 €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : - €
- Article 002 : 3 069.48 €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET 33000 LOTISSEMENT DES COTEAUX DE LA SAULDRE

Après avoir examiné le compte administratif, statuant sur l'affectation du résultat. Constatant que le compte administratif présente :

- Un excédent cumulé de fonctionnement : 0.00 €
- Un excédent cumulé d'investissement : 0.00 €
- Un solde des restes à réaliser : 0.00 €

Les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

- Article 1068 : - €
- Article 002 : - €

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 20601 VILLE

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget général – Ville		
Fonctionnement	5 314 000 €	5 314 000 €
Investissement	2 130 000 €	2 130 000 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (budget général).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget ville,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 20604 ADDUCTION EAU POTABLE (AEP)

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget Adduction eau potable (AEP)		
Fonctionnement	332 000 €	332 000 €
Investissement	1 075 000 €	1 075 000 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (A.E.P.).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget A.E.P.,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 20605 ASSAINISSEMENT

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget assainissement		
Fonctionnement	845 000 €	845 000 €
Investissement	677 600 €	677 600 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (assainissement).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget Assainissement,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 20602 CINEMA

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget cinéma		
Fonctionnement	84 000 €	84 000 €
Investissement	45 630 €	45 630 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (cinéma).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget Cinéma,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 20600 PORTAGE DE REPAS

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget portage de repas		
Fonctionnement	137 500 €	137 500 €
Investissement	46 528 €	46 528 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (portage de repas).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget Portage de repas,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 - BUDGET 33000 LOTISSEMENT DES COTEAUX DE LA SAULDRE

Madame le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le budget primitif de l'exercice 2021.

Madame le Maire rappelle les montants du BP 2021 :

	Recettes en €	Dépenses en €
Budget Lotissement « Les coteaux de la Sauldre »		
Fonctionnement	540 000 €	540 000 €
Investissement	394 519.30 €	394 519.30 €

Madame le Maire propose de passer au vote du Budget Primitif 2021 (Lotissement « Les coteaux de la Sauldre »).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

présents : 24 exprimés : 27 pour : 27 contre : abstention :

- D'approuver le Budget Primitif 2021 budget Lotissement « Les coteaux de la Sauldre »,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

ADMINISTRATION GENERALE

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Pour faire suite au mail de la préfecture du 28 janvier 2021 demandant à Madame Le Maire de modifier la délibération n°2020/D/10/9-1/131 du 30 octobre 2020 concernant l'adoption du règlement intérieur du conseil municipal, la proposition est faite de modifier certains points de ce règlement comme suit :

Article 2 : Convocations

Article L. 2121-10 CGCT : Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse.

Article 4 : Accès aux dossiers

Article L. 2121-26 CGCT : Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L.311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes.

Article 5 : Questions orales

Article L. 2121-19 CGCT : Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la commune. Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

NB : Ces dispositions s'appliquent à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la publication de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

Article 7 : Commissions municipales

Article L. 2121-22 CGCT : Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leurs nominations, ou, à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider, si le maire est absent ou empêché.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres et les bureaux d'adjudications, doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

NB : Cet article a été modifié par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral. Conformément à son article 51, l'article dans sa version modifiée par la loi du 17 mai 2013 s'applique à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux et communautaires prévu les 23 et 30 mars 2014, y compris aux opérations préparatoires à ce scrutin.

Les commissions permanentes sont les suivantes :

COMMISSION	NOMBRE DE MEMBRES
<i>Commission Politique Sociale, Famille, Handicap et Séniors</i>	10 membres et le Maire
<i>Commission Tourisme, Patrimoine et Animation</i>	11 membres et le Maire
<i>Commission Education, Jeunesse et Culture</i>	10 membres et le Maire
<i>Commission Communication et Image de la Ville</i>	11 membres et le Maire
<i>Commission Vie Associative et Ville Numérique</i>	10 membres et le Maire
<i>Commission Economie et Finances</i>	10 membres et le Maire
<i>Commission Travaux et Sécurité</i>	12 membres et le Maire
<i>Commission Santé</i>	10 membres et le Maire

Article 10 : Commissions d'appels d'offres

En référence à l'article L.1411-5 du CGCT

I- Pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux, sont constituées une ou plusieurs commissions d'appel d'offres à caractère permanent. Une commission spécifique peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé. Ces commissions d'appel d'offres sont composées des membres suivants [...]

Président : Le Maire, membre de droit.

<i>Membres Titulaires</i>	<i>Membres Suppléants</i>
<i>Guillaume CLERC</i>	<i>Michelle GAUTHIER</i>
<i>Marie-Madeleine GAUGRY</i>	<i>Nicolas MARTINS</i>
<i>Vincent SOMMIER</i>	<i>Bruno BERNARD</i>
<i>Claude TESSIER</i>	<i>Marie-José FERREIRA</i>
<i>Guy DOUSSAUD</i>	<i>Suzanne DECHAMPS</i>

3° Lorsqu'il s'agit d'une commune de 3 500 habitants et plus, le maire ou son représentant, président, et cinq membres du conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste [...]

II. - Dans tous les cas énumérés ci-dessus, il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires [...]

III. - Pour les collectivités mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4° et 5° du I, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire de la commission d'appel d'offres par le suppléant inscrit sur la même liste et venant immédiatement après le dernier titulaire élu de ladite liste. Le remplacement du suppléant, ainsi devenu membre titulaire, est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après ce dernier.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission d'appel d'offres lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues à l'alinéa précédent, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit.

IV. - Ont voix délibérative les membres mentionnés au I. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

V. - La commission d'appel d'offres peut faire appel au concours d'agents du pouvoir adjudicateur compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics.

VI. – Chaque suppléant aura la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission d'appel d'offre après en avoir informé son président 3 jours au moins avant la réunion.

En référence à l'article L.1411-5 du CGCT

I. - Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres :

1° Un ou plusieurs membres du service technique compétent du pouvoir adjudicateur ou d'un autre pouvoir adjudicateur pour suivre l'exécution des travaux ou effectuer le contrôle de conformité lorsque la réglementation impose le concours de tels services ou lorsque le marché porte sur des travaux subventionnés par l'Etat ;

2° Des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation ;

3° Dans le cas des établissements publics de santé et des établissements publics sociaux et médico-sociaux, un représentant du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales. Ses observations sont consignées au procès-verbal.

II. - Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission d'appel d'offres. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Les conditions d'intervention de cette commission sont régies conformément aux dispositions du chapitre II du Titre III du Nouveau Code des marchés publics.

Conformément à l'article 22 du Code des marchés publics, une Commission spécifique peut aussi être constituée pour la passation d'un marché déterminé. Ainsi bien que non obligatoire, une commission spécifique pour les marchés publics à procédure adaptée (MAPA) est prévue. En effet, compte tenu du rôle particulier joué par cette commission et de l'importance du montant de certains de ces marchés, il peut être opportun de consulter la commission d'appel d'offres même en deçà du seuil de procédure formalisée.

Elle est constituée dans les mêmes conditions qu'une commission d'appel d'offres. Néanmoins, cette commission ne pourra attribuer un marché mais seulement donner un avis. Seul le pouvoir adjudicateur ou son représentant attribue le marché en tenant compte ou non de l'avis de ladite commission.

Article 11 : Présidence

Article L. 2122-8 CGCT : La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal.

Pour toute élection du maire ou des adjoints, les membres du conseil municipal sont convoqués dans les formes et délais prévus aux articles L. 2121-10 à L. 2121-12. La convocation contient la mention spéciale de l'élection à laquelle il doit être procédé.

Avant cette convocation, il est procédé aux élections qui peuvent être nécessaires lorsque le conseil municipal est incomplet.

Si, après les élections, de nouvelles vacances se produisent, le conseil municipal procède néanmoins à l'élection du maire et des adjoints, à moins qu'il n'ait perdu le tiers ou plus de ses membres ou compte moins de cinq membres.

Toutefois, quand il y a lieu à l'élection d'un seul adjoint, le conseil municipal peut décider, sur la proposition du maire, qu'il y sera procédé sans élections complémentaires préalables, sauf dans le cas où le conseil municipal a perdu le tiers ou plus de son effectif légal ou compte moins de cinq membres.

Lorsqu'une vacance du maire ou des adjoints intervient après le 1er janvier de l'année qui précède le renouvellement général des conseils municipaux, il n'est procédé aux élections nécessaires avant l'élection du maire ou des adjoints que si le conseil municipal a perdu le tiers ou plus de ses membres ou s'il compte moins de quatre membres.

Article 19 : Déroulement de la séance

Le maire, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers, constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus. Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour ; seules celles-ci peuvent faire l'objet d'une délibération.

Il peut aussi soumettre au conseil municipal des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil municipal.

Le maire appelle ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour

Le maire accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil municipal de nommer le secrétaire de séance. Le maire rend compte des décisions qu'il a prises en vertu de la délégation du conseil municipal, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par les rapporteurs désignés par le maire. Cette présentation peut être précédée ou suivie d'une intervention du maire lui-même ou de l'adjoint compétent.

Article 21 : Débat d'orientation budgétaire

Article L. 2312-1 CGCT : Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

NB : Ordonnance 2005-1027 du 26 août 2005 art. 27 : Les dispositions de la présente ordonnance entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

Article 29 : Comptes rendus

Article L. 2121-15 CGCT : Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Il peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations.

Article L. 2121-25 CGCT : Dans un délai d'une semaine, le compte rendu de la séance du conseil municipal est affiché à la mairie et mis en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe.

Article 31 : Bulletin d'information générale

Article L. 2121-27-1 CGCT : Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal.

NB : Ces dispositions s'appliquent à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la promulgation de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver les modifications apportées à ce règlement,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

URBANISME

COMMERCIALISATION DES LOTS A BATIR POUR LE LOTISSEMENT « LES COTEAUX DE LA SAULDRE »

Par délibérations n°2014-12/D/7-1/160 et 2015-03/D/7-10/16, le conseil municipal a décidé de créer le budget annexe « Lotissement les Côteaux de la Sauldre ».

Le lotissement prévoit la viabilisation de neuf parcelles en lot libre et une parcelle accueillant deux logements aidés (lot n°6).

Le permis d'aménager a été accordé le 17 juillet 2019.

Par délibération n°2021/D/01/2-2/006, la commune a fixé le prix de vente à 24 Euros TTC le m² de chacun des lots.

La commune a confié dernièrement la gestion des transactions de la collectivité à la SELARL TAYLOR Notaires Associés sise 57 rue Constant Ragot – BP 34 – 41110 SAINT AIGNAN. L'étude se voit donc mandatée pour réaliser la commercialisation des lots constituant le lotissement.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De confier la commercialisation des lots à bâtir à la SELARL TAYLOR Notaires Associés sise 57 rue Constant Ragot – BP 34 – 41110 SAINT AIGNAN,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

DESIGNATION DES REPRESENTANTS AU COMITE DE PILOTAGE EN CHARGE DE L'EXAMEN DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUETE RELATIVE AU PLUI

Il est rappelé que l'enquête publique relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du territoire de l'ex Val de Cher Controis et à l'abrogation des cartes communales, se déroule du jeudi 7 janvier 2021 9h00 au lundi 15 février 2021 12h00.

A l'issue de cette procédure, la commission d'enquête doit réaliser un rapport.

De ce fait, il revient aux élus de se prononcer sur les suites à donner à ce document émis avant approbation définitive.

Il convient donc de désigner, pour chaque commune, un représentant titulaire et un suppléant afin de constituer un Comité de Pilotage.

Il est proposé

- Monsieur Vincent SOMMIER, Adjoint en charge de l'Urbanisme, titulaire,
- Monsieur Edouard FEIRRERA, Agent Communal, suppléant.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De valider la proposition ci-dessus,
- D'en informer la Communauté de Communes Val de Cher Controis,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MARCHES PUBLICS

OBJET : AMENAGEMENT DES ABORDS DU COLLEGE DES PRESSIGNY – LANCEMENT DE L'OPERATION

Madame le Maire rappelle le projet d'aménagement des abords de l'entrée du collège « Les Pressigny », pour lequel une étude a été lancée.

L'objectif de cet aménagement est de sécuriser le parcours des enfants et également de favoriser les flux de véhicules, et ce, en séparant le stationnement des bus et de véhicules légers.

Les travaux sont estimés à 177 000 € HT environ.

Il est proposé de retenir le cabinet AC² de Blois en tant que maître d'œuvre de l'opération pour un montant de 10 500 € HT, puis de lancer le marché de travaux.

De plus, en complément de la DETR déjà attribuée à la Commune pour un montant de 70 000 €, il est proposé de déposer un dossier de subvention au Conseil Départemental du Loir et Cher ainsi qu'à la Région Val de Centre.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver l'estimatif de travaux d'environ 177 000 € HT,
- De retenir le cabinet AC² en tant que maître d'œuvre de l'opération pour un montant de 10 500 € HT,
- De lancer le marché public correspondant,
- De demander une subvention au Conseil Départemental de Loir et Cher à hauteur de 20%,
- De demander une subvention à la Région Centre Val de Loir à hauteur de 10%,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

AMENAGEMENT DE L'AVENUE T.P.G. ALBERT ET DU BASSIN DU CANAL DE BERRY – LANCEMENT DE L'OPERATION

Madame le Maire rappelle le projet d'aménagement de l'Avenue du T.P.G Albert et du bassin du Canal de Berry.

Les travaux sont estimés à 1 022 990 € HT environ.

Il est proposé de retenir :

- le cabinet AC² pour la réalisation d'un levé topographique complet de la zone pour un montant de 7 250 € HT.
- le cabinet LAAAB de Selles-sur-Cher (anciennement CAU) en tant que maître d'œuvre de l'opération pour des honoraires représentant 5% du montant des travaux, puis de lancer le marché de travaux.

Tout en soutenant ce projet, le groupe minoritaire fait de nouveau remarquer qu'il ne souhaite pas que le marché public correspondant soit lancé tant qu'une présentation détaillée n'aura pas eu lieu en commission travaux.

Les échanges, qui s'en suivent, apportent une réponse positive au groupe minoritaire à ce propos, en évoquant la tenue d'une réunion sur ce thème, au début du mois de mars.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver l'estimatif de travaux d'environ 1 022 990 € HT,
- De retenir le cabinet AC² pour la réalisation du levé topographique pour un montant de 7 250 € HT,
- De retenir le cabinet LAAAB en tant que maître d'œuvre de l'opération pour un montant de 5% du montant des travaux,
- De lancer le marché public correspondant,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

APPEL A PROJETS – DSIL (DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL EXCEPTIONNELLE) ET RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS PUBLICS DES COLLECTIVITES DEPOT D'UN DOSSIER – ISOLATION DU PLAFOND DE LA SALLE DE JUDO

Madame le Maire explique que la Préfecture de Loir-et-Cher lance une campagne d'appel à projet afin de soutenir le Plan de Relance.

Les projets déposés doivent concerner des travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics des collectivités territoriales.

À ce titre, il est proposé de déposer un dossier concernant la réfection du plafond de la salle de judo. Ces travaux consistent à changer le plafond existant afin d'y mettre des dalles de faux plafond avec une isolation de 300 mm d'épaisseur.

Les travaux ont été estimés à 26 000 € HT.

Les dossiers doivent être déposés le 28/02/2021 au plus tard.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De déposer un dossier de demande de subvention au titre de « la Dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle et rénovation énergétique des bâtiments publics des collectivités » pour la réfection du plafond de la salle de judo,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT DES COTEAUX DE LA SAULDRE - LANCEMENT DE L'OPERATION

Madame le Maire rappelle que le cabinet BIA GEO a été retenu en tant que maître d'œuvre pour l'opération « Aménagement du Lotissement du Côteaux de la Sauldre ».

Les travaux sont estimés à un total de 288 000 € HT environ, répartis en deux lots :

- lot 1 : Voirie Réseaux Divers : 265 000 € HT
- lot 2 : Eclairage public : 23 000 € HT

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver l'estimatif de travaux d'environ 288 000 € HT,
- De lancer le marché public correspondant,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

SECURISATION – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FIPD 2021

Madame le Maire propose de lancer une opération de sécurisation comprenant :

1. La sécurisation des écoles
 - la pose d'un visiophone et d'une gâche électrique sur le portail principal de l'école du Champ de Mai
 - la pose d'un grillage sur le muret de l'école du Champ de Mai côté rue et côté voisin
 - la réfection de la clôture du Stade Ville utilisé par les écoles
2. La vidéoprotection
 - la mise en place d'une caméra sur la zone sportive (terrain multisport)
 - la mise en place de caméras au Rond-point nord (Super U)
 - la mise en place d'une caméra à l'entrée du cimetière
3. La sécurisation des espaces publics
 - l'achat de blocs béton type Lego

Le projet global représente une enveloppe estimative de 28 000 € HT.

Il est proposé de déposer un dossier de subvention au titre du FIPD 2021 (Fonds Interministériel de prévention de la délinquance).

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver l'estimatif de travaux d'environ 28 000 € HT pour cette opération Sécurisation,
- De déposer un dossier de demande de subvention au titre du FIPD 2021 à hauteur de 80%,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

FINANCES

BILAN DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES – ANNEE 2020

L'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants donne lieu, chaque année, à une délibération de l'assemblée délibérante.

Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'approuver le bilan des acquisitions et cessions réalisées au cours de l'année 2020,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

MODIFICATION DU TARIF 2021 – CONCESSIONS CIMETIERE

Madame le Maire informe l'assemblée que l'article 121 de la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020, publiée le 30 décembre 2020 abroge l'article L. 2223-22 ainsi que le 9° du b de l'article L.2331-3.

Madame le Maire propose donc de réviser le tableau de la délibération n°2020/D/12/7-10/175 Bis concernant les tarifs des concessions cimetière en supprimant la taxe de dispersion et de valider la délibération comme suit :

		2021
<u>Concession simple (surface 2 M²)</u>		
30 ans	le M²	88.00 €
15 ans	le M²	63.00 €
<u>Concession double (surface 4 M²)</u>		
30 ans	le M²	103.00 €
15 ans	le M²	78.00 €
<u>Concession supérieure à 4m² - barème concession double</u>		
au prorata de la surface vendue		-
<u>Columbarium</u>		
30 ans		844.60 €
15 ans		535.60 €
Caveau provisoire/tarif journalier (30 jours maximum)		23.00 €
<u>Cavurne</u>		
30 ans		505.00 €
15 ans		305.00 €

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De valider ces tarifs,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

VENTE DE MATERIEL : TONDEUSE

La commune décide de vendre une tondeuse pour un montant de 3 000.00 Euros net vendeur, celle-ci n'étant plus utilisée par les services municipaux.

La tondeuse, de marque MAGA TORO, a été acquise en 2003 et immatriculée 624 RV 41. Elle sera vendue en l'état

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De vendre le matériel au prix énoncé ci-dessus, soit 3 000.00 euros net vendeur,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

VENTE DE MATERIEL : TRACTEUR

La commune décide de vendre un tracteur pour un montant de 6 000.00 Euros net vendeur, celui-ci n'étant plus utilisé par les services municipaux.

Le tracteur, de marque RENAULT 750 MI, a été acquis en 1992 et immatriculé 4149 QF 41. Il sera vendu en l'état.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De vendre le matériel au prix énoncé ci-dessus, soit 6 000.00 euros net vendeur,
- De donner pouvoir à Madame le Maire, à l'effet de passer et signer tous les actes nécessaires à la bonne réalisation des opérations.

Madame le Maire lève la séance à 20h05.

Pour être affiché le : 24 février 2021

Le Maire
Stella COCHETON



Le secrétaire de séance
Magali BRIEUX

